

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2014)
Heft: 2048

Artikel: Les avantages du franc fort : la Suisse a fait tout juste... malgré elle?
Autor: Ghelfi, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012778>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Reste qu'il est difficile d'imaginer un système où le fisc suisse va recevoir toutes les informations requises pour l'échange automatique d'informations avec l'étranger, ainsi que toutes celles des fiscaux étrangers concernant les contribuables suisses: devra-t-il détruire celles qui concernent des contribuables imposés uniquement en Suisse? Suffira-t-il qu'il ferme les yeux? *Quid* des doubles nationaux, des conjoints étrangers, des Suisses qui possèdent des immeubles ou des valeurs mobilières à l'étranger, des étrangers domiciliés en Suisse?

On peut d'ores et déjà en prendre le pari: la mise en œuvre de l'échange automatique d'informations montrera qu'il est impossible de traiter le contribuable suisse autrement que ceux de l'OCDE. Le secret bancaire en matière fiscale risque donc bien de disparaître.

Par ailleurs, le Conseil fédéral envisage d'inclure l'impôt anticipé dans la réforme de l'imposition des entreprises. Comme pour l'ensemble du projet, les conséquences financières de cette réforme ont de quoi préoccuper. La

complexité des différentes mesures, leurs conséquences sur des secteurs entiers de notre économie et sur l'emploi fourniront un prétexte supplémentaire à ceux pour qui la réduction des dépenses publiques reste un objectif permanent.

Mais rien n'empêche de chercher – et tout oblige à trouver – des solutions qui préservent à la fois la capacité financière des pouvoirs publics ainsi que leurs priorités en matière de politiques sociales, d'investissements, de soutien à la formation et à la recherche.

Les avantages du franc fort

La Suisse a fait tout juste... malgré elle?

Jean-Pierre Ghelfi - 01 September 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/26222>

L'économie suisse se porte comme un charme. Du moins si on la compare à celle de ses voisins européens. L'emploi a augmenté de 0,7%, les salaires ont progressé de 0,8% et le chômage se situe à 2,9% de la population active (fin deuxième trimestre 2014 par rapport à la même période de 2003).

Quant aux prévisions conjoncturelles pour 2014 et 2015, sans être enthousiastes, elles sont plutôt positives – même si la Banque nationale prévoit un certain affaiblissement.

Un scénario inverse est évoqué de plus en plus fréquemment

pour l'Union européenne, avec notamment un tassement des pronostics pour l'économie allemande. Au point d'ailleurs que de plus en plus de commentateurs évoquent un risque de déflation, c'est-à-dire un scénario «à la japonaise» dans lequel la troisième économie mondiale est engluée depuis plus de dix ans.

La comparaison ne laisse guère planer de doute. A quelques jours d'intervalle, le service statistique européen a annoncé une stagnation économique des dix-sept pays de la zone euro et un chômage en hausse, alors que celui des Etats-Unis a fait valoir un vigoureux 4,2% de

croissance et un chômage en recul.

Comment de tels écarts sont-ils possibles? Pour l'essentiel, il faut aller regarder du côté des finances publiques et de la politique monétaire. Le déclenchement de la crise des *subprimes* de 2008 n'a pas conduit le gouvernement des Etats-Unis à réduire ses dépenses et la Banque centrale américaine (*Fed*) s'est engagée dans une politique de rachat systématique de la dette publique américaine qui a «inondé» les marchés financiers. L'économie des Etats-Unis a ainsi disposé en tout temps de toutes les

liquidités dont elle pouvait avoir besoin pour assurer son développement. Le chômage avait bondi dès 2008, jusqu'à atteindre 10% de la population active en 2010. Depuis lors, il est en recul régulier et constant et a retrouvé son niveau d'avant la crise.

Tout a dérapé

La situation se présente très différemment au sein de l'Union européenne. D'abord, il n'y a pas une politique des finances publiques, mais 28, autant qu'il y a de membres. Ensuite, il n'y a pas vraiment non plus de politique monétaire commune, puisque tous les membres de l'Union n'utilisent pas l'euro et que les compétences de la Banque centrale européenne (BCE) sont restreintes par rapport à celles dont disposent par exemple la Fed américaine, la Banque d'Angleterre ou la Banque nationale suisse.

De plus, la situation de l'Union européenne a été aggravée par l'effondrement des économies irlandaise, grecque, portugaise et espagnole, qui ont nécessité des plans de sauvetage d'urgence représentant des centaines de milliards d'euros.

Tous ces événements se sont «collisionnés» et ont fait froid dans le dos des pays européens qui, emmenés par l'Allemagne, première économie de l'Union européenne, ont alors opté pour des politiques sinon d'austérité du moins de strict contrôle des dépenses publiques et de réduction des dettes publiques. C'est là que

tout a dérapé.

Depuis la crise des années 1930, on sait qu'on ne lutte pas contre la dépression en réduisant les dépenses publiques. Les entreprises et les ménages manquent déjà suffisamment de moyens financiers pour que les pouvoirs publics n'en rajoutent pas une couche. C'est bien évidemment le contraire qu'ils doivent faire: sinon jeter l'argent par les fenêtres, du moins dépenser sans trop compter jusqu'à ce que l'économie se reprenne et reparte sur de meilleurs pieds.

Aux dernières nouvelles, même [Mario Draghi](#), le président de la BCE, se serait (enfin) aperçu que le compte n'y est pas: les gouvernements doivent augmenter leurs dépenses et la BCE doit s'organiser pour parvenir à fournir davantage de liquidités aux marchés.

Marchés abondamment provisionnés

Dans ce débat, qui n'oppose pas seulement des analyses économiques mais aussi des options politiques très divergentes, la surprise est que la Suisse a fait juste. Elle ne le doit pas aux options en matière de finances publiques, où le *credo* reste l'équilibre budgétaire. Sa réussite est en fait entièrement imputable à la politique monétaire de la BNS.

La curiosité, dans cette histoire, est que la politique adoptée par notre banque centrale n'est pas le résultat d'une réflexion soupesant les

avantages et les inconvénients d'une politique calquée sur celle des Etats-Unis ou sur celle de la zone euro. Elle résulte du choix opéré en automne 2012 de bloquer la revalorisation du franc suisse à 1,20 euro, de manière à sauvegarder autant que possible les ventes des industries d'exportation helvétiques dans les pays de l'Union européenne, qui représentent près des trois cinquièmes de tous leurs échanges commerciaux.

A partir du moment où cette option est prise, elle a nécessairement et inévitablement pour conséquence d'obliger la BNS à acquérir tous les euros qui sont offerts à la vente sur les marchés de manière à préserver ce cours de 1,20 franc. Pour parvenir à ce résultat, la BNS a acheté quelques centaines de milliards de devises étrangères et émis, en contrepartie, autant de francs. C'est donc peu dire que les marchés ont été abondamment provisionnés en liquidités. Ce qui a eu des effets favorables sur le fonctionnement général de l'économie, comme nous l'avons initialement mentionné.

Cette situation en quelque sorte contrainte a donc évité que l'on débâte pour savoir quelle politique budgétaire est préférable: expansive ou restrictive. On peut craindre que si ce débat s'était engagé, la position allemande ait joué un rôle important, sinon déterminant, avec les [conséquences néfastes](#) que l'on

peut constater au sein de l'Union européenne.

Mais le franc fort nous a

épargné ce débat. Pour notre plus grand bien...

Economie et éthique du virus Ebola

La maladie comme révélateur social

Gérard Escher - 31 August 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/26218>

Ebola, plus précisément la maladie à virus Ebola (terminologie de l'OMS), a été identifiée il y a 38 ans au Congo (ex-Zaïre). Depuis, elle a connu 25 flambées au cours desquelles - selon nos calculs au 28 août 2014 et les [chiffres de l'OMS](#) - 4'767 personnes ont été touchées, et 2'808 en sont décédées.

La flambée actuelle est la plus meurtrière, et la plus inquiétante par son accélération. Mais ce virus a fait moins de morts en 38 ans que celui de l'immunodéficience humaine (VIH), responsable du sida, en une seule journée, tous les jours de l'année.

«Ebolanomics»

Le nombre de cas infectés est cependant sous-estimé, parce que les malades stigmatisés sont cachés par leurs proches ou parce qu'eux-mêmes évitent les hôpitaux de zone qui, sous-équipés, s'avèrent effectivement des agents de contagion.

Le virus Ebola frappe - jusqu'à présent - des pauvres, et en petit nombre. Pas de quoi

exciter l'industrie pharmaceutique. Et à supposer qu'une entreprise développe un traitement, le coût par patient - si on estime à 500 millions de francs le coût du développement et à 5'000 le nombre des patients à traiter, sur la base des 40 dernières années - serait de 100'000 francs, soit l'équivalent de quelques siècles de salaire pour les familles concernées. Pour ce genre de maladies, le *business model* des pharmas est en [faillite morale](#).

Mais la recherche publique n'est guère plus motivée. C'est trop cher par individu, ce n'est pas prioritaire par rapport aux immenses problèmes de santé publique, pour trois raisons au moins: les malades contagieux sont aisément identifiés; des mesures de protection drastiques (gants, masques, isolement des patients et des morts) permettraient d'enrayer la contagion; enfin, cet hypothétique demi-milliard de francs, consacré par exemple à la mise au point de nouveaux antibiotiques pour parer la menace des microbes multi-résistants, sauverait à terme bien plus de vies, y compris en Afrique.

Dans ces conditions, c'est véritablement un miracle que des [médicaments](#) (moins d'une demi-douzaine) contre la maladie à virus Ebola soient en développement. Le plus médiatisé est un bouquet d'anticorps anti-Ebola, ZMapp.

D'où vient donc le financement? Du gouvernement américain, par sa branche militaire. L'armée américaine a son propre [institut de recherche](#) qui finance en partie la nébuleuse de petites entreprises à la base du développement des médicaments anti-Ebola. Un autre programme destiné à la lutte contre le terrorisme par armes biologiques est le projet [Bioshield](#) lancé par le président G. W. Bush. Le budget, important, atteint 5,5 milliards de dollars. Selon Bioshield, le gouvernement s'engage par avance à acheter aux entreprises biotech un médicament en développement utile à la lutte contre le bioterrorisme, avant même son homologation. Ainsi l'entreprise Emergent BioSolutions reçoit près de 700 millions de dollars pour 29 millions de doses d'un vaccin contre l'Anthrax, une arme